

# **La valeur de l'action pour le climat**

**Une valeur tutélaire du carbone pour évaluer les investissements et les politiques publiques**

**Rapport de la Commission Alain Quinet (Février 2019)**

**Dominique Bureau**

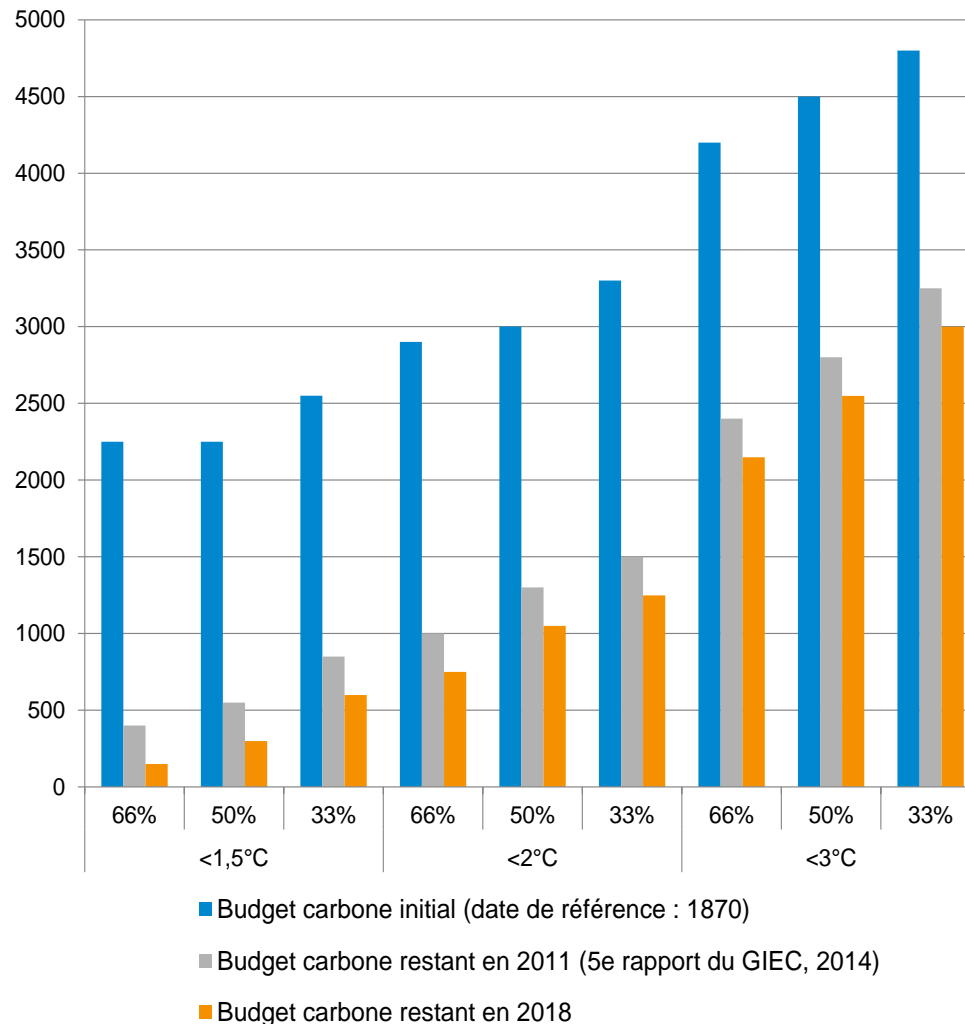
**Délégué général du Conseil économique pour le développement durable  
Membre de la commission « La valeur de l'action climatique » de France Stratégie**

Colloque FS/SGP/CGEDD

Les nouvelles frontières de l'évaluation socioéconomique : des investissements publics aux politiques publiques

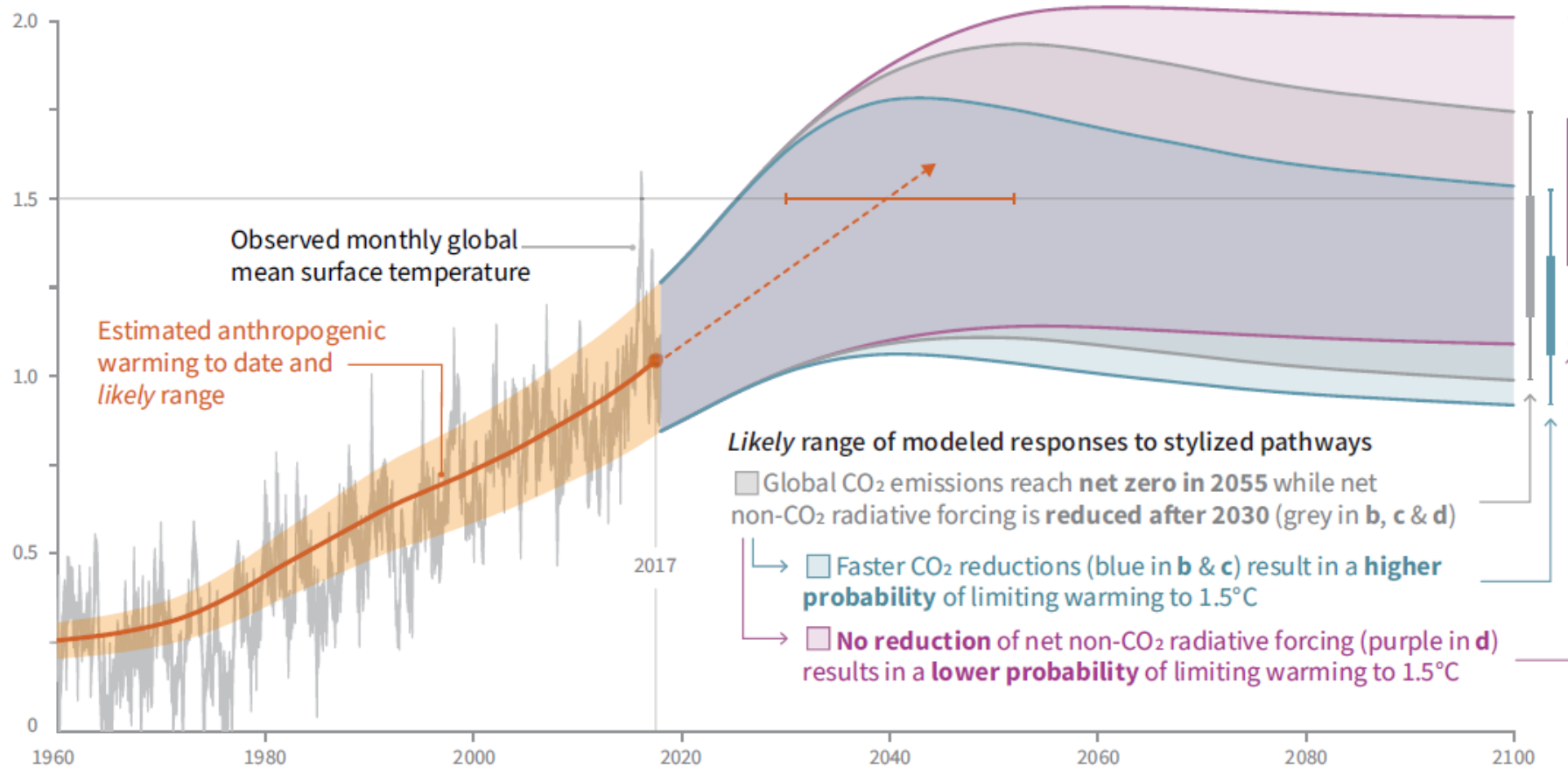
19 novembre 2019

# Le contexte (I): l'urgence climatique



## Le contexte (II): les scénarios de décarbonation

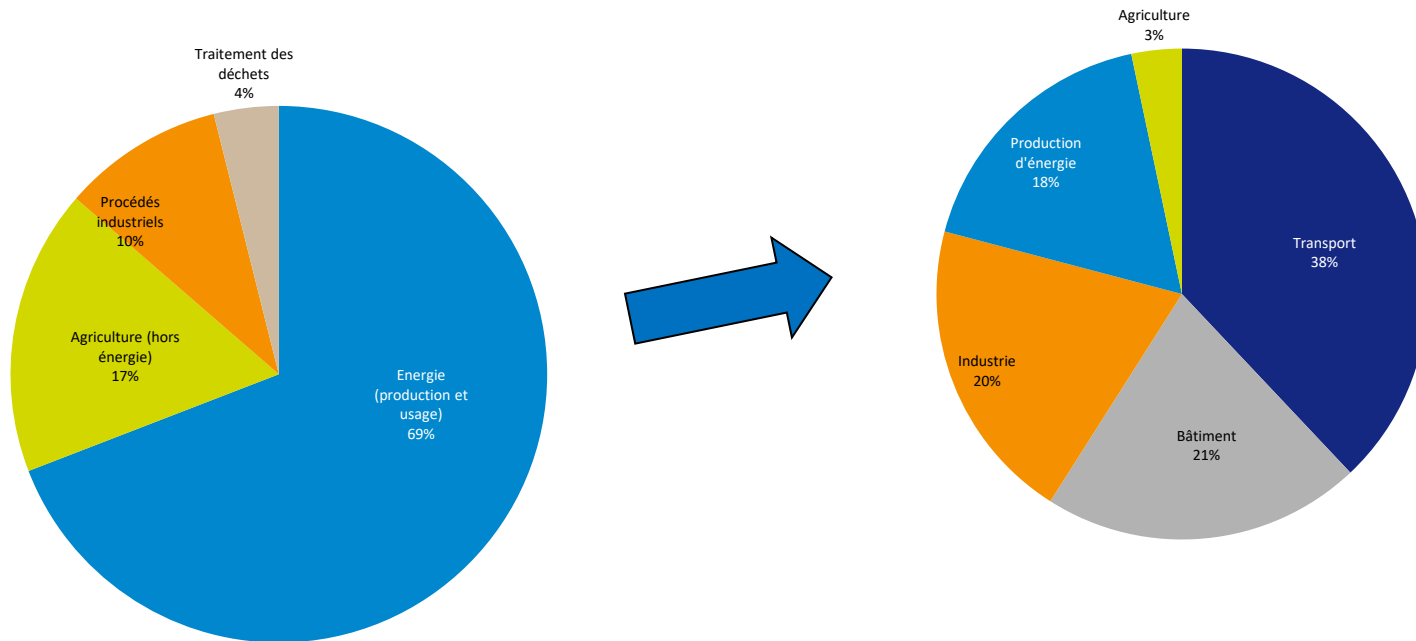
Global warming relative to 1850-1900 (°C)



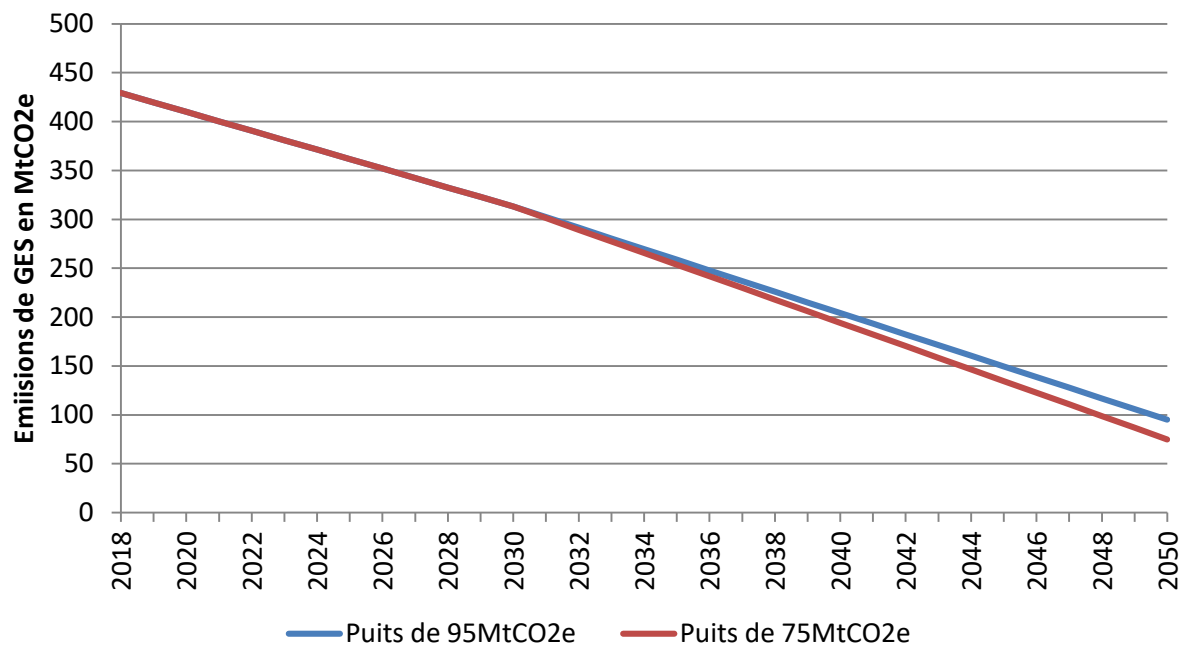
Source: GIEC, rapport spécial 1,5°C, 2018

## La question posée (cf. lettre de mission)

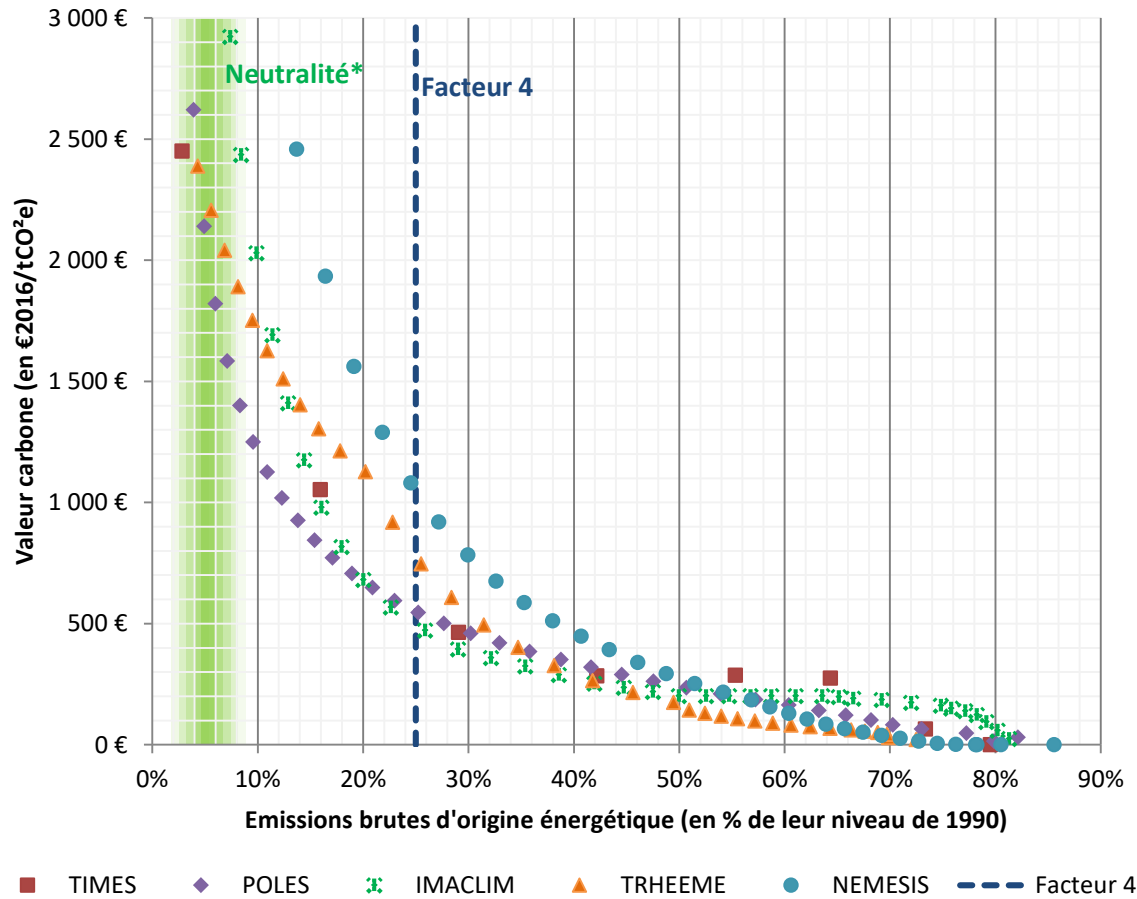
- « Donner une valeur monétaire aux émissions de GES (...) pour orienter de manière efficiente les choix d'investissements, de recherche-développement et de financement de l'Etat et des collectivités territoriales, ainsi que ceux des entreprises et de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux
- (par rapport à l'objectif) d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en France », [avec en perspective l'objectif de l'Accord de Paris de contenir l'élévation des températures en deçà de 2°C par rapport aux niveaux pré-industriels



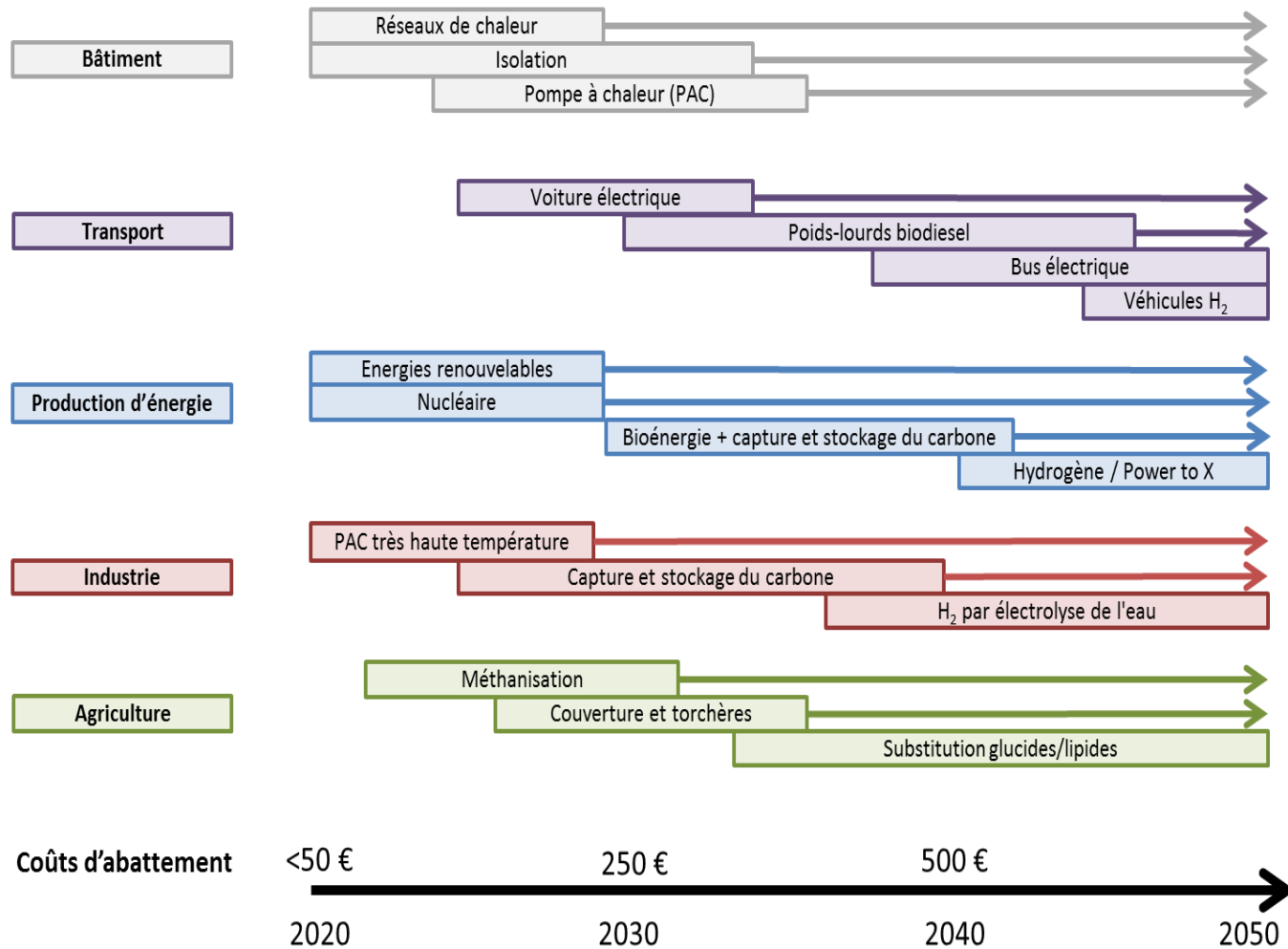
# Une approche « coûts-efficacité » : trajectoire-cible



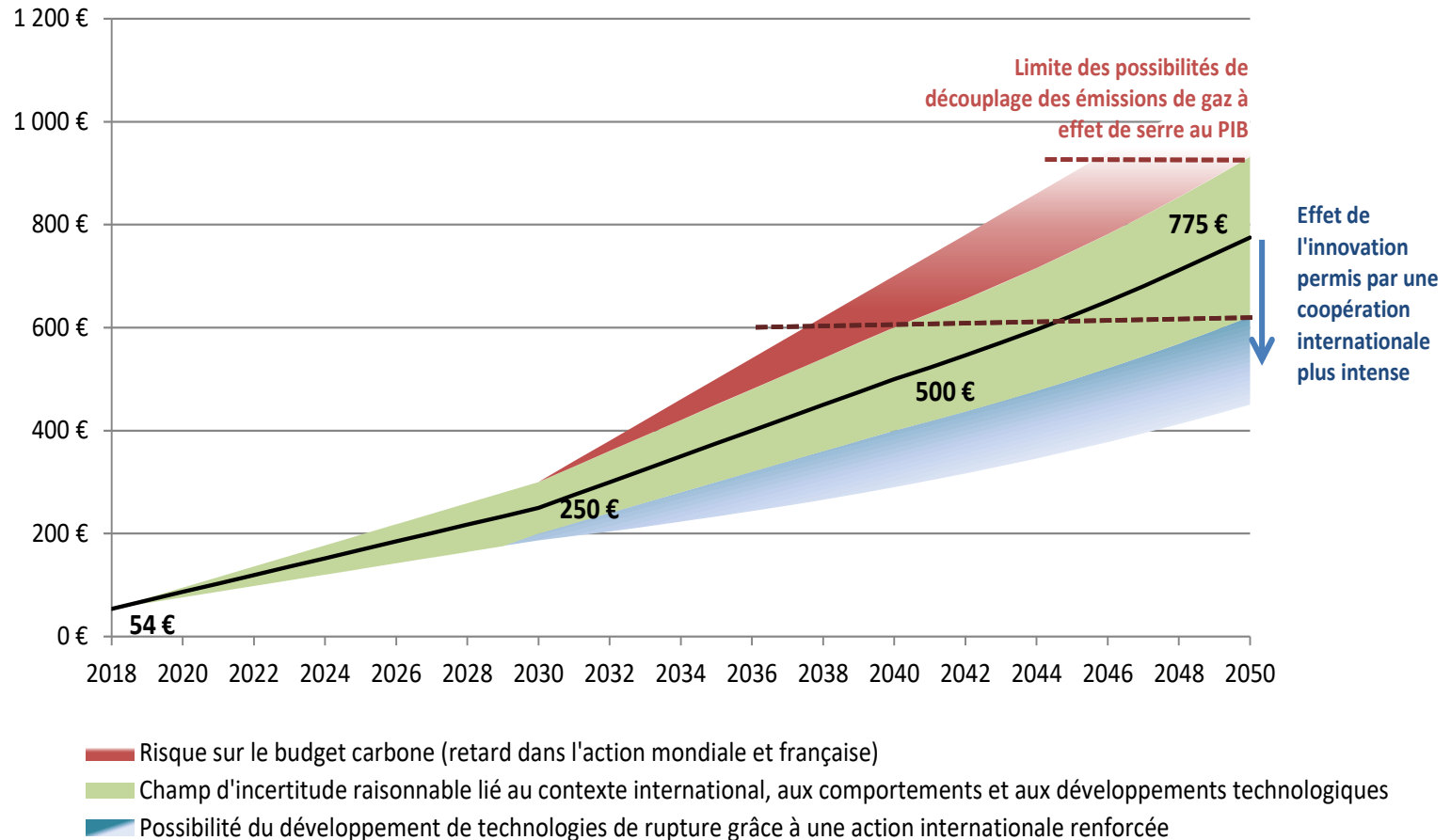
# Résultats des modélisations



# Enjeux technologiques

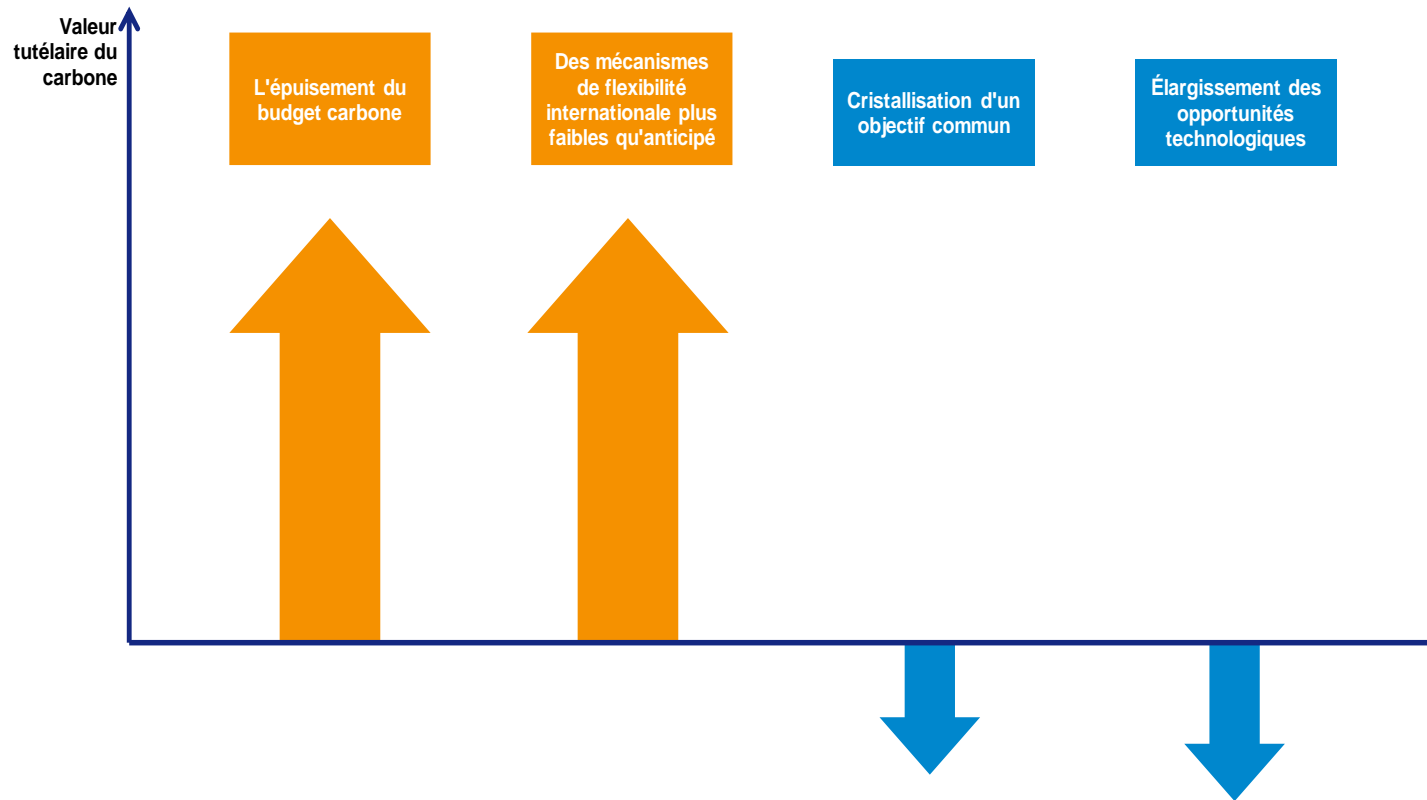


# Trajectoire proposée pour la valeur de l'action pour le climat





# Facteurs explicatifs



# Une boussole pour l'action publique

**Étape 1 – L'action de décarbonation est-elle utile à la collectivité ?**

*Oui, si le coût d'abattement de l'action est inférieur à la valeur tutélaire (présente et future) du carbone*

**Étape 2 – L'action utile à la collectivité est-elle spontanément réalisée par les acteurs privés ?**

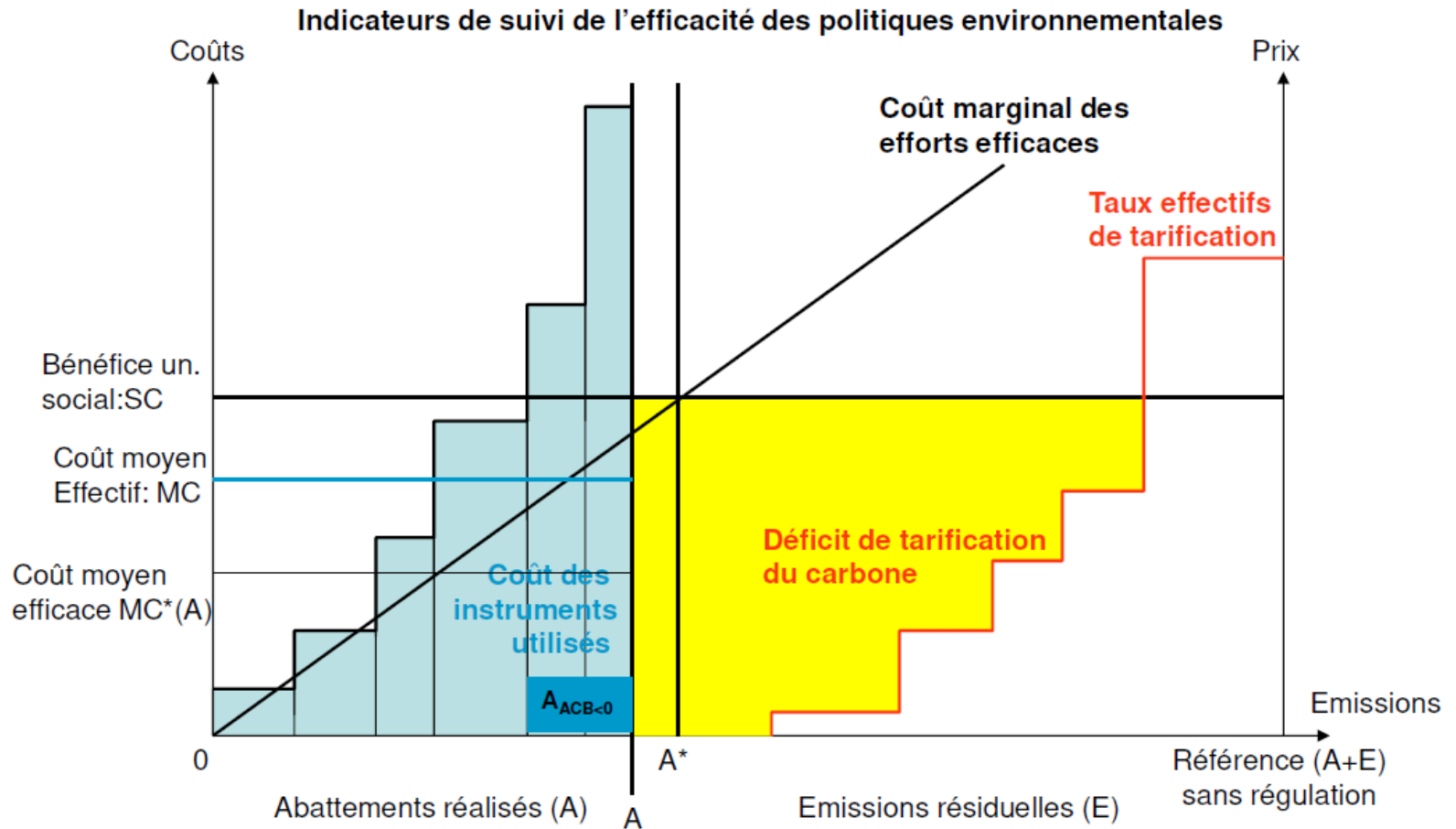
*Non, si l'investissement n'est pas rentable pour l'acteur privé ou s'il existe des obstacles à la réalisation de l'action*

**Étape 3 – Quels sont les leviers publics pertinents pour déclencher l'action ?**

*Le secteur public doit-il créer des infrastructures et des équipements ?*

*Le secteur public doit-il prendre des mesures à destination des acteurs privés ?*

# Une boussole bien nécessaire



*D.Bureau, d'après OCDE*

## Indicateurs:

- d'ambition effective (abattements réalisés par rapport au socialement souhaitable):  $A/A^*$
- de valeur sociale créée (balance coûts-bénéfices globale):  $(SC-MC).A$
- de recours à des instruments inappropriés en termes de balance coûts-bénéfices:  $A_{ACB<0}/A$
- d'inefficacité coût:  $(MC- MC^*(A))/MC^*(A)$
- de déficit de tarification: déficit ou « carbon pricing gap »/ $(VTC.E)$

# Débats suscités par les résultats et enjeux

---

## Les débats:

- VTC et choix d'instruments des politiques
- Niveaux de prix, à court et long-terme
- Hotelling pas au rendez-vous
- VTC vs SCC

## Les enjeux:

- importance de l'investissement et de l'innovation
- rôle générique de la tarification
- champ potentiel du calcul économique
- défaut d'action précoce
- design des objectifs des politiques climatiques
- sens de l'évaluation socio-économique:
  - éclairer les choix de priorités,
  - pour créer de la valeur sociale nette
  - et en assurer une distribution équitable du surplus